

ACP 44-48 AVENUE TOMBALBAYE - B.P. 1595 KINSHASA RD CONGO
TEL: (243) 882-1869

MESSAGES DE SOUTIEN AU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

JEUDI 24 SEPTEMBRE 1998

**Message du BUCO au regard de la situation de guerre qui
prévaut en République Démocratique du Congo**

Le BUCO, Bureau de Coordination du Monde du Travail congolais en Matière de Formation et d'Informations en milieu du Travail regroupe :

- La coopération des syndicats d'Entreprises publiques et Privées COOSEPP, une union syndicale composée de 19 syndicats d'Entreprises et de 16 syndicats des fonctionnaires de l'Etat,
- Les syndicats interprofessionnels :
 - * SOLIDARITE, Organisation implantée dans 66 entreprises publiques et privées ainsi que dans les services de l'Administration publique ;
 - * OTUC, Organisation des travailleurs unis du Congo, syndicat à vocation libérale ;
 - * CDT, Confédération démocratique du Travail, qui regroupe 25 syndicats professionnels ;
- La Confédération des syndicats des entreprises composée de 8 syndicats professionnels ;
- La Centrale des syndicats des services publics de l'Etat, CSP qui renferme dix syndicats indépendants ;
- La Confédération nationale des organisations non-gouvernementales de défense des droits de l'homme et de développement, CONADHO qui comprend 65 ONG ;
- L'IGECOSY, Institut supérieur de gestion coopérative et syndicale, qui, outre une formation académique et scientifique dispensée, procède à l'encadrement des entreprises, des syndicats, des coopératives, des ONG, par une formation professionnelle appropriée de courte durée.

N.B. : Les syndicats :

- FGTK, Fédération générale des travailleurs du KONGO ;
- FOSYMINE, Force syndicale des Mines et de l'Energie ;
- SYNCASS, Syndicat national des professionnels de la Santé, Agents et Cadres des

Services de Santé ;

- Le Syndicat des paysans est à la porte du BUCO pour leur adhésion effective.

I. INTRODUCTION

1. Au moment où des interprétations tendancieuses et erronées des puissances occidentales sur la situation de l'invasion de la RDC par des armées ougandaises et rwandaises tentent de travestir la réalité qui prévaut dans notre pays, le Monde du travail congolais encadré par le BUCO se voit obligé d'interpeller à travers ce message la conscience de tous ceux qui, de près ou de loin, œuvrent réellement pour la paix, la concorde et l'amitié sincère entre les peuples.

Il importe particulièrement aux Gouvernements, Organisations internationales, Organisations des employeurs, Organisations des travailleurs ainsi qu'aux Associations de Développement et de Défense des droits de l'Homme de percevoir à travers ce message le cri pathétique du Monde du travail congolais ; et partant, qu'ils veuillent bien manifester leur solidarité, bienveillance et soutien envers notre pays.

2. Les travailleurs congolais sont conscients du pillage sauvage de notre pays depuis des décennies par des dirigeants véreux nous imposés de l'extérieur. Démagogue de surcroît, ce monde extérieur n'a jamais été préoccupé par la prospérité et l'épanouissement du peuple.

L'éclaircie du Politique au service de la Nation amorcée par Patrice Emery Lumumba en 1960 a été vite réprimée et étouffée par son assassinat barbare. Et, à la place, avec la bénédiction des puissances occidentales mieux identifiables une dictature abjecte entraînant la chosification du peuple a été installée et entretenue durant 32 ans. Les droits et libertés fondamentales de l'homme ont été bafoués. Le monde du Travail a subi de manière particulière les effets pervers de cet avilissement criminel caractérisé notamment par :

- La pauvreté infra humaine des fonctionnaires et Agents de l'Etat à cause de la perception des salaires de misère qui ne suivaient jamais le renchérissement effréné du coût de la vie ; en guise d'illustration, un fonctionnaire moyen des services de l'Etat, nonobstant la composition familiale moyenne de 5 membres dont 3 enfants, avait un salaire mensuel de 0,125 \$ au moment où le pays comptait parmi les plus grands importateurs africains des voitures de luxe, les dignitaires du régime arboraient des comptes bancaires juteux, des villas et divers biens à l'étranger ;
- La dépréciation généralisée des outils et conditions de travail détériorant la viabilité des entreprises et leurs capacités de production ;
- La situation socio-sanitaire très précaire ;
- La précarité de l'emploi et de la carrière professionnelle causée principalement par l'intrusion de la politique politicienne en milieu du travail, entraînant le trafic éhonté d'influence et des discriminations sociales au sein de la communauté travailleuse ;
- L'incapacité des gouvernants à assurer la justice et la véritable paix sociale ainsi que l'incohérence de leurs politiques sur l'emploi, la main d'œuvre et la

prévoyance sociale.

Pour survivre, les travailleurs se sont alors évertués dans une débrouillardise singulière au prix d'une triste réputation de "roublards " ; et l'on faisait croire cyniquement à ces infortunés que leur salut dépendait de l'aumône extérieure à travers des programmes fallacieux de "rigueur". Il fallait donc pour restaurer l'honneur, la dignité de ce peuple et amorcer la reconstruction nationale pour le développement de notre pays, que cet état piteux des choses change.

3. Malheureusement, l'institutionnalisation du syndicat unique inféodé au Parti-Etat et le soutien des puissances occidentales en dépit du mécontentement du Monde du Travail depuis la dérive de la Zaïrianisation en 1974, l'établissement du pluralisme politique de tâtonnement en 1990 après des consultations populaires qui révélèrent à quel point le régime dictatorial était honni par les travailleurs et autres forces vives du pays, et partant le foisonnement inconsidéré des partis politiques sans base populaire réelle dont la plupart étaient créés par le dictateur et composés des membres de famille de leurs dirigeants, consacrèrent en fait dans ce pays la politique politicienne visant le repositionnement de nombreux politiciens véreux, la recherche de leurs intérêts égoïstes et de ceux de leurs soutiens extérieurs à travers le credo du partage équitable et équilibré du pouvoir ; ce qui a entraîné, somme toute, la prise en otage du peuple et particulièrement, le maintien des masses laborieuses dans une situation de marasme et de misère exacerbées.
4. Exaspérées par cette situation chaotique du régime dictatorial de la 2^{ème} République, les masses laborieuses congolaises s'adonnèrent à la résistance passive et parfois active. Vint alors la libération du 17 mai 1997 conduite par M'Zee Laurent-Désiré KABILA. Depuis son déclenchement, à l'exception de la parenthèse honteuse de quelques actes de violations des droits de l'homme perpétrés par des militaires Tutsi ruandais alors alliés à l'AFDL sur les réfugiés Hutu errant sur notre territoire, cette libération fulgurante fut appréciée par toutes les forces vives congolaises.

Et à partir de la victoire finale du 17 mai 1997, la République Démocratique du Congo commence à s'organiser péniblement avec seulement ses propres ressources internes sans assistance extérieure même humanitaire dont le cordon a été curieusement coupé. Sous l'impulsion de M'Zee Laurent-Désiré Kabila, le peuple congolais apprend à ne compter que sur ses propres efforts. Au bout d'un an, les contours de cette autodétermination en vue d'une véritable reconstruction nationale se précisent : progressivement l'autorité de l'Etat se restaure, la sécurité de personnes et de leurs biens se concrétise, la lutte contre l'impunité et les détournements est déclenchée, l'administration publique se réorganise, nos villes commencent à fleurir, le fonctionnement moyen voit son salaire mensuel relevé momentanément de 0,125 \$ à 20 \$US, les travaux préparatoires pour la fixation du SMIG sont achevés et n'attendent que la tenue du Conseil National du travail pour la finalisation, la cacophonie politicienne est apaisée, la réforme monétaire avec des mesures d'encadrement appropriées et la confiance de toutes les populations congolaises est lancée, etc.

Bref, l'espoir renaît dans le Monde du travail et, inexorablement la confiance se restaure par l'implication des travailleurs dans les efforts de reconstruction et de relance de l'économie du Congo-Kinshasa. Et voilà le moment choisi par la vieille classe politique tant décriée, cette fois-ci parsemée de quelques professeurs d'université aux nationalités douteuses ou arrimés aux épouses étrangères pour venir jouer aux marionnettes dans cette macabre danse sanglante orchestrée par les Banyarwanda en armes avec leurs frères de l'Ouganda contre notre pays. Elle est donc poussée de reprendre le pouvoir en RDC pour nous ajouter encore, aux maux

considérables qu'ils ont causés avant le 17 mai 1997, la mainmise Tutsi.

II. L'ETAT DE CETTE GUERRE D'INVASION

1. Étant clairement établi que la RDC, Etat souverain et indépendant, subit une agression extérieure du Ruanda et de l'Ouganda commanditée par certaines puissances occidentales, le Monde du Travail congolais s'indigne de la passivité de la communauté internationale, et particulièrement de l'hypocrisie du Conseil de Sécurité de l'ONU qui ne parvient même pas à condamner sans équivoque le Ruanda et l'Ouganda pour les obliger à déguerpir du territoire congolais.
2. Dans leurs différentes communications, les officiels ruandais avancent que l'une des causes de cette guerre au Congo est l'incapacité du gouvernement congolais à pouvoir sécuriser les frontières avec le Ruanda en vue d'empêcher les incursions des rebelles Hutu.

Nous rappelons que durant les 15 mois du pouvoir AFDL au Congo, l'armée était entre les mains de Monsieur James KABAREHE, le Gouverneur du Nord-Kivu, le vice-gouverneur du Sud-Kivu et plusieurs autres autorités nationales et de l'Est du pays étaient des Tutsis en récompense momentanée de leur concours durant la guerre de libération de 1997. Ce sont alors justement ces gens qui devaient être plus motivés et empêcher d'éventuelles incursions hutu au Ruanda. Bien plus, le 05 septembre 1998, pendant que ces mêmes frontières sont surveillées par les militaires ruandais au Congo dans les deux Kivu occupés et au Ruanda, les groupes armés Hutu ont réalisés un grand forcing à l'intérieur du Ruanda en libérant plus de deux mille prisonniers Hutu. Peut-on dire que les Bizima, Z'Ahidi, Bugera et autres soldats ruandais qui les accompagnent dans leur aventure sont aussi incapables de sécuriser les Tutsis au pouvoir au Ruanda ? Le problème est mal appréhendé, et manifestement il est ailleurs.

3. Dès lors, une série d'interrogations s'impose :

- Quels sont les prétendus intérêts ruandais et ougandais sur le territoire congolais que les voies diplomatiques ne pouvaient régler pour justifier l'invasion de la RDC ?
- Pourquoi ces intérêts ne sont devenus si vitaux qu'à partir de la mesure de rapatriement des officiers et militaires ruandais du Congo vers leur pays le Ruanda ?
- Pourquoi certaines grandes puissances occidentales qui régissent l'ONU se sont curieusement tues pendant la progression des agresseurs étrangers et leurs marionnettes congolaises, et ne s'activent qu'en ce moment pour bloquer la reconquête du territoire national occupé et nous imposer des négociations avec ces politiciens décrits précédemment ?
- Pourquoi l'ONU, les USA, la France, les Organisations internationales de défense de Droits de l'Homme, et la Communauté Européenne se gardent de dénoncer et de condamner clairement les exactions, les massacres des civils, des prêtres, des religieux, ... et les pillages perpétrés par les Tutsis ruandais à Uvira, Lemera, Kasika, Kalambi, Kilungutwe, Butembo et consorts ?
- Les Tutsis Banyarwanda abusivement appelés Banyamulenge qui sont quémandeurs de la nationalité congolaise, peuvent-ils raisonnablement l'acquérir par les armes en semant la mort parmi les autochtones ?
- Croit-on sincèrement que des divergences de vues sur l'évolution de la démocratisation en RDC seront aplanis par la guerre impliquant le Ruanda et

l'Ouganda ainsi qu'en propulsant certaines marionnettes congolaises inconnues de la majorité des Congolais ou, tristement célèbres dans des hauts faits de vol, pillage, des richesses de l'Etat pendant le règne déchu de Monsieur Mobutu ?

- Comment expliquer le mutisme de l'ONU, de la Commission des Droits de l'Homme de la Communauté Européenne, et des autres Organisations des Droits de l'homme devant l'acte odieux perpétré par les forces d'invasion qui ont sadiquement coupé l'électricité du barrage d'Inga, privant ainsi les populations civiles d'eau et de courant électrique, et provoquant par ricochet la mort de centaines de malades et des bébés dans des hôpitaux ? Pourquoi les auteurs et les commanditaires de cet acte insupportable en ce 20^{ème} siècle ne sont pas encore poursuivis pour crime contre l'humanité ?

III. NOTRE APPEL

1. Le peuple congolais est un peuple épris de paix et dont l'hospitalité ne signifie nullement naïveté, incompetence ni inclination à la servilité.
2. C'est pourquoi, considérant tout ce qui précède, le Monde du Travail Congolais à travers BUCO prend la position suivante :
 - Aucune concession ne doit être faite quant au retrait des agresseurs de notre territoire national ;
 - Le Ruanda et l'Ouganda, voire même la Communauté Internationale n'ont aucune injonction à donner à la RDC en ce qui concerne l'évolution du processus de démocratisation d'autant plus que ni le Ruanda ni l'Ouganda ne sont des modèles de démocratie ; aussi la Communauté internationale devrait se garder de s'ingérer dans les affaires intérieures de notre pays sans considération aucune des aspirations profondes de ses populations ;
 - L'intégrité territoriale et l'intangibilité des frontières de la RDC sont à sauvegarder quel qu'en soit le prix. Les appétits expansionnistes Tutsi du Ruanda et de l'Ouganda doivent être vivement condamnés. S'il s'avérait que cette peuplade a un génie d'organisation et de gestion, il est vrai que d'autres peuples comme les bantous ont le leur. Croire à une race supérieure serait une injure à ce vingtième siècle finissant ;
 - Les réfugiés Tutsi ruandais qui se prétendent Banyamulenge se sont auto exclus et ne méritent plus les faveurs de la nationalité congolaise ;
 - Les agresseurs et leurs laquais doivent dédommager la Nation congolaise de tous les torts commis durant cette invasion ;
 - La négociation avec les marionnettes des envahisseurs n'est pas indiquée ; toutefois, si la Communauté internationale la juge indispensable, il faudrait alors pour une véritable paix dans la région des Grands Lacs que les Gouvernements de l'Ouganda, du Ruanda et du Burundi entament aussi des négociations profondes avec leurs rébellions respectives, qui, dans le cas d'espèce, sont des véritables rébellions internes.

Et en cas du déploiement des forces d'interposition, celles-ci doivent être placées uniquement aux frontières entre ces Etats et la RDC.

- Que l'ONU sorte de son mutisme et prenne des sanctions appropriées contre le Ruanda et l'Ouganda Pour leur agression en RDC.

- La RDC appartient à tous ses fils et filles. L'unanimité dans la vie nationale étant illusoire ; et voire ennemi de l'évolution, le Monde du Travail exhorte tout enfant de ce pays qui a des opinions politiques ou sociales divergentes à celles du pouvoir de privilégier les mécanismes internes de règlement ou de concertation pacifique.

Le répit de deux ans des adversités et activismes politiques décrétés par le Président de la République de la RDC pendant la transition pour restaurer notamment l'autorité de l'Etat paralysée à la fin du régime mobutien, est bien apprécié des travailleurs congolais. Il n'y a que des politiciens véreux, assoiffés de pouvoir et en mal de repositionnement qui n'arrivent pas à en saisir la nécessité. Mais, les populations congolaises, quant à elles, le comprennent :

- Le Monde du travail congolais en général et le BUCO en particulier remercie chaleureusement les Présidents et les travailleurs d'Angola, et Zimbabwe, de la Namibie et d'autres pour leurs soutiens à la juste cause congolaise, manifestant ainsi leur panafricanisme agissant.
- Le Monde du travail congolais réaffirme la confiance au Président Laurent-Désiré KABILA et l'encourage à poursuivre ses efforts de reconstruction nationale. À ce propos, les puissances extérieures doivent cesser leurs jeux de déstabilisation et leur obsession à imposer au peuple congolais des hommes relais soumis à leur néocolonialisme.

Le temps est révolu où elles devaient nous imposer des hommes-relais pour la plupart leurs agents secrets et dont une bonne partie arborait des nationalités douteuses. Ignorer cette nouvelle donne dans les rapports avec la RDC serait une erreur grave pour ces officines occidentales qui croient encore régir tout le devenir des peuples du Tiers Monde.

- Sur le plan intérieur en RDC, les travailleurs et autres forces laborieuses exhortent le Chef de l'Etat à :
- Maintenir les dates des élections locales, législatives et présidentielles pour l'année 1999 et qu'un calendrier adéquat soit mis en exécution pour y arriver. Les forces politiques devraient ainsi être autorisées à fonctionner quelques mois avant ces échéances ;
- Privilégier durant cette période transitoire un exécutif et un portefeuille de l'Etat plus technocrate que politicien afin d'éviter la cacophonie, d'amateurisme, les tiraillements au moment où tout le peuple est appelé à se mettre résolument au travail avec célérité et rationalité. Ces organes doivent être animés par des nationalistes éprouvés ayant une certaine expérience dans la gestion des ressources humaines et financières ;
- Inviter encore une fois, solennellement les fils et filles de la RDC qui se retrouvent à l'extérieur pour raison d'opinion de regagner le pays pour sa reconstruction ;
- Tolérer la contradiction dans des débats d'idées dans les médias publics du moment qu'elle ne porte pas atteinte aux bonnes mœurs, à la dignité humaine et qu'elle garde toujours le souci de l'objectivité ;
- Entamer des concertations sur certaines orientations du devenir de la nation avec les véritables forces vives à l'instar des plates-formes de la société civile telles que le BUCO et autres ainsi qu'avec des partis politiques encore en suspens afin de recueillir leurs avis et ainsi consolider la cohésion indispensable pendant la transition ;
- Diligenter la mise sur pied de l'Assemblée Constituante pour que notre pays dispose

d'un cadre juridique adopté en référendum par la majorité de nos populations ;

- Mettre un accent sur l'amélioration du social : stabilisation des prix, régularité des paiements des salaires des fonctionnaires de l'Etat,...

IV CONCLUSION

En définitive, le grain du nationalisme patriotique semé par Patrice Emery LUMUMBA en 1960 a germé malgré tant de velléités d'étouffement, et depuis un an son entretien par Laurent-Désiré KABILA a commencé à donner des fruits. Le congolais tient désormais à sa Patrie et s'engage à la moderniser.

Vouloir continuer à perpétuer le système d'imposition et d'exploitation en matière des relations entre les Puissances extérieures et la RDC est une entreprise sans lendemain. Ni les armes, ni les assassinats, ni la corruption... n'auront raison de la détermination de tout notre peuple.

Le Monde du travail congolais s'oppose donc résolument au néocolonialisme.

Sauvegardons désormais les liens de coopération digne et avantageuse entre les peuples pour le mieux être de l'humanité.

Fait à Kinshasa, le 30 août 1998

Pour le BUCO

Le Secrétaire Rapporteur, Superviseur des ONG
Maître Jean-Marie MULUMBA
Président du CONADHO

Le Trésorier
Jacques MATADI
Secrétaire National SOLIDARITE

Le 3^{ème} Vice-Président, chargé des Syndicats indépendants
et des Syndicats du secteur public
François MUTOMBO JONGO-JONGO

Le 2^{ème} Vice-Président, chargé des Syndicats d'Entreprises
Chérubin OKENDE
Vice-Président de la COOSEPP et Secrétaire Général
de SATOCC

Le 1^{er} Vice-Président, chargé des Syndicats interprofessionnels
Michel DIUMU OMASOMBO
Secrétaire Général Adjoint SOLIDARITE

Le Président
André LOHEKELE KALONDA
Directeur Général de l'IGECOSY

.

DECLARATION DE LA COMMUNAUTE LEGA FACE A L'INVASION DU TERRITOIRE NATIONAL PAR LE RWANDA ET ALLIES

Nous, Membres de la Communauté LEGA réunis au sein du Rassemblement pour la défense des intérêts du Peuple LEGA RADIPLE en sigle.

Considérant les objectifs de notre Association, particulièrement les dispositions de l'article 6 qui disposent notamment que :

- Le RADIPLE a pour objectifs :
- Lutter contre l'occupation du territoire LEGA par tout envahisseur
- Organiser l'autodéfense du peuple Lega contre toute agression
- Assurer la défense et l'intégrité de l'entité territoriale Lega telle qu'héritée de la colonisation
- Faire échec à toute aliénation de patrimoine foncier, mobiliers et immobiliers de l'Ulega
- Combattre tout système ou organisation tendant à mettre en péril l'unité, l'équilibre et la solidarité du peuple Lega
- Défendre et protéger la Culture Lega.

Considérant en outre que nous appartenons à la Nation Congolaise qui est une et indivisible ;

Considérant par ailleurs que nos familles sont actuellement l'objet d'une humiliation infra-humaine, que nos biens : terre, faune et flore risquent de faire l'objet d'une hypothèque indigne de la Culture Lega ;

Considérant également que le choix porté sur Arthur NGOMA Mulega de surcroît n'est qu'une machination pour masquer un complot déjà ourdi par la Communauté Internationale contre le peuple Congolais ;

Rappelant le projet expansionniste et diabolique visant à créer l'empire HIMA-TUTSI annexant le Kivu dans son intégralité, et comprenant essentiellement le Rwanda, le Burundi, l'Ouganda pays dominés par les TUTSI prototypes connus pour leur impérialisme en Afrique.

FAISONS LA DECLARATION SUIVANTE :

1. Saluons la courageuse décision du Chef de l'Etat, M'Zee LAURENT DESIRE KABILA, de rapatrier les militaires rwandais et autres chez eux.
2. Rappelons avec véhémence au peuple Congolais que le problème rwandais est un problème national et non un problème particulier aux seuls Kivutiens.
3. Invitons et encourageons le gouvernement de salut public à prendre des mesures qu'impose la situation.
4. Lançons un appel pathétique au peuple Lega en particulier et au peuple Congolais en général pour résister et combattre l'ennemi.
5. La présence de Monsieur Arthur Z'AHIDI NGOMA à la tête de la coalition Rwando-

impérialiste conduisant à l'aliénation de notre souveraineté et l'assujettissement de la population de l'ancien Kivu en particulier et du peuple Congolais en général a laissé tout Mulega perplexe et constitue une très haute trahison qui n'engage que sa personne.

6. Demandons au gouvernement de salut public de mettre à notre disposition des armes nécessaires pour bouter dehors l'ennemi.

Le Secrétaire Général

Célestin BUSSY KALYUNGULYUNGU

Le Président

Cyprien KYAMUSOKE BAMUSOLANGA

LA FRATERNITE DES BAKONGO POUR L'UNITE NATIONALE ET SOUTIEN A MZEE L.D. KABILA

COMMUNIQUE

Compte tenu du complot ourdi contre notre pays, la RDC depuis de longue date par l'impérialisme international, concrétisé par l'agression dont sont victimes l'Est et l'Ouest de notre grand et beau Congo par la coalition hégémonique rwando-ougandaise tutsi depuis le 02 août 1995 d'une part et d'autre part pour barrer la route à la mégalomanie d'un certain Mizele, pseudo-roi d'un prétendu royaume Kongo n'existant que dans son imagination, la "FRATERNITE" Des Bakongo s'insurge contre tout individu et groupe d'individus qui voudraient mettre en cause l'unité de notre territoire national et l'intangibilité de nos frontières.

À cette occasion, la "FRATERNITE" rappelle l'opinion nationale et internationale que :

1. En 1921, un nationaliste ressortissant du Bas Congo avait déjà été arrêté parce qu'il luttait contre les intérêts des "sociétés à charte" qui avaient des ramifications au sein du gouvernement colonialiste européen, nous citons le Prophète Simon Kimbangu ;
2. en 1961, un autre fils de ce pays, en la personne de Patrice-Emery Lumumba fut arrêté et tué parce qu'il était sur les traces du Prophète Simon Kimbangu;
3. Trente sept ans après, un autre nationaliste, Son Excellence Mzee Laurent Désiré Kabila veut être déstabilisé par les mêmes puissances étrangères, pour les mêmes raisons en se servant de leurs relais africains ;
4. La même stratégie de 1960, c'est-à-dire, le morcellement de ce pays est appliquée aujourd'hui. On veut donc déstabiliser le Kivu en entier et cette fois-ci, le Bas-Congo, comme ce fut le cas du Kasai et du Katanga jadis.

La "FRATERNITE" affirme qu'elle se range derrière les Forces Armées Congolaises, le Gouvernement de salut public et le Président de la République Démocratique du Congo, Son Excellence M'Zee Laurent-Désiré Kabila, et les soutient sans réserves comme un seul homme jusqu'au sacrifice suprême pour bouter hors de nos frontières toute hégémonie de l'extérieur, d'où qu'elle vienne.

L'ennemi ne passera pas au Bas-Congo qui demeure et restera à jamais un et indivisible du territoire national, car aujourd'hui, les jeunes Bakongo sont en train de se faire enrôler pour la défense du Bas-Congo qui n'a jamais été morcelé par une quelconque guerre depuis 1944.

Pour la Coordination de la "FRATERNITE"

Bonaventure NDEBO DUMU, Secrétaire Général

Christophe BILONGI, Président.

Emmanuel Kiwabonga, Vice-Président chargé des Finances et Forces économiques.

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
PROVINCE DU KASAI OCCIDENTAL
CABINET DU GOUVERNEUR

**MESSAGE DE SOUTIEN A SON EXCELLENCE MONSIEUR M'ZEE LAURENT -
DESIRE KABILA, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU
CONGO**

EXCELLENCE,

NOUS, GOUVERNEUR DE LA PROVINCE DU KASAI-OCCIDENTAL, MAIRE DE LA VILLE DE KANANGA ET LES COMMISSAIRES DES DISTRICTS DU KASAI ET DE LA LULUA REUNIS EN SEANCE DE TRAVAIL POUR PASSER EN REVUE LA SITUATION GENERALE QUI PREVAUT AU KASAI OCCIDENTAL, AVONS L'INSIGNE HONNEUR DE VOUS INFORMER QUE LA SITUATION EST BONNE SUR TOUTE L'ETENDUE DE LA PROVINCE.

NOUS SOMMES HEUREUX DE CONSTATER QUE L'ETAT D'ESPRIT DE LA POPULATION EST GENERALEMENT CALME ET SEREIN.

LA POPULATION TOUT ENTIERE EST PRETE A PORTER LES ARMES CONTRE LES AGRESSEURS BANYAMULENGE ET CONTRE LEURS MAITRES-CHANTEURS RWANDAIS ET OUGANDAIS QUI SE SONT INTRODITS DANS NOTRE TERRITOIRE NATIONAL.

SAISSANT CETTE OCCASION, NOUS TENONS, AU NOM DE LA POPULATION ENTIERE DU KASAI-OCCIDENTAL A APPORTER A VOTRE EXCELLENCE NOTRE SOUTIEN TOTAL DANS LA LUTTE QU'ELLE MENE POUR METTRE HORS D'ETAT DE NUIRE TOUS LES ENVAHISSEURS DU SOL DE NOS ANCETRES.

NOUS VOUS RASSURONS DE NOTRE INDEFECTIBLE ET INCONDITIONNEL ATTACHEMENT AUX OBJECTIFS POURSUIVIS PAR L'AFDL A L'ECHELON DU GOUVERNEMENT DE SALUT PUBLIC, A VOTRE AUGUSTE PERSONNE ET A LA LUTTE DE NOS VAILLANTS COMBATTANTS SOUS VOTRE CONDUITE.

QUE DIEU DE NOS ANCETRES DAIGNE VOUS ASSISTER DANS CETTE SITUATION EXTREMEMENT DIFFICILE.

TRES HAUTE CONSIDERATION

FAIT A KANANGA, LE 13 AOUT 1998

LE MAIRE DE LA VILLE, LE GOUVERNEUR DE PROVINCE,

Jean Marcel Ndumbi Tshingombe

Pascal Tshitoka Ngalamulume

LE COMMISSAIRE DE DISTRICT DE LA LULUA DU KASAI

Robert Ngoyi Ntolo Mubamanye

Symphorien Mbombo Lona Kumpanya

**MESSAGE DE SOUTIEN DE LA PROVINCE DE
L'EQUATEUR AU PRESIDENT DE LA
REPUBLIQUE M'ZEE LAURENT-DESIRE KABILA**

Excellence Monsieur le Président,

Toutes les filles et tous les fils de la province de l'Equateur sont choqués de l'agression sauvage que le Congo vient d'être victime de la part de ses voisins bien identifiés, à savoir le Rwanda et l'Ouganda, envieux de ses richesses, de surcroît démesurément téméraires, audacieux et surtout ingrats. Quoiqu'il en coûte, l'intégrité du territoire national n'est pas à hypothéquer. Ainsi, tous les Equatoriens sont mobilisés autour de M'Zee Laurent-Désiré Kabila qui a vaincu la dictature pour bouter dehors les envahisseurs. Le Rwanda, l'Ouganda et bien d'autres qui se voilent encore la face, y compris leurs maîtres à penser d'outre-mer doivent comprendre que le démembrement du grand Congo, ou la cession d'un seul mètre carré de son territoire aux tiers ne sera jamais réalisé. Qu'ils cessent de rêver. Une exhortation est aussi faite à l'endroit des vaillants soldats des Forces armées congolaises pour qu'ils se battent jusqu'à bouter l'ennemi dehors et si possible le poursuivre jusque dans son dernier retranchement. Dans ce combat loyal, Dieu sera avec eux et avec tous les Congolais. Les 2.345.000 km aux seuls Congolais ou la mort. Que vive la République Démocratique du Congo, le gouvernement de salut public et son Président, M'Zee Laurent-Désiré Kabila.

Le Gouverneur de province de l'Equateur

Gabriel Mola Motya